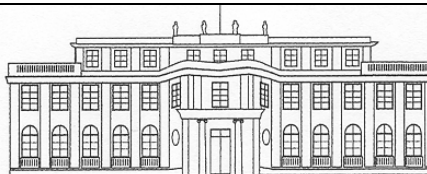


Maison de la Conférence
de Wannsee



Dr Norbert Kampe
Directeur de la Maison de la
Conférence de Wannsee

La Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942

En janvier 2012, ça fera 70 ans qu'une réunion de travail se tint dont un comperendu écrit nous est transmis. Ce protocole a été caractérisé par des historiens comme « le document susceptible d'être le plus ignoble de l'histoire moderne ».

Pendant que les 15 participants dégustèrent lors d'un déjeuner allemand à partir de midi des petits pains garnis, du café et des boissons alcooliques, ils parlèrent de l'intention de la déportation et de l'extermination de tous les Juifs européens, pendant les opérations de guerre même qui prenaient place parallèlement. Dans ce qui suit, je voudrais vous présenter quelques remarques sur la Conférence et le protocole.

Fin 1940, la SS (Schutz Staffel) – Unité de protection - acquit une somptueuse villa d'un industriel, construite en 1914 dans une banlieue élégante du sud de Berlin, aux bords du lac de Wannsee. La villa fut aménagée pour accueillir hôtes et colloques de la SS. Sur invitation et sous la présidence du chef du SD (Sicherheitsdienst) – Service de sécurité –, Reinhard Heydrich, s'y déroula le 20 janvier 1942 une réunion de membres de la SS, de hauts fonctionnaires et des représentants du parti. L'unique point à l'ordre du jour de l' «entretien suivi d'une collation» était la «solution finale de la question juive».

Jusqu'au moment de la Conférence de Wannsee, plus de 900 000 Juifs avaient été assassinés dans les territoires occupés de l'URSS par les « Einsatzgruppen » – groupes d'intervention – depuis l'offensive allemande le 22 juin 1941. Encore en mi-septembre 1941, Hitler avait refusé les demandes d'une déportation des Juifs allemands dont la déportation était initialement prévue pour après une victoire sur l'URSS.

Hitler finit pourtant par donner l'ordre de commencer les déportations au départ d'Allemagne aux leaders SS. La SS se retrouva devant des grands problèmes concernant les destinations provisoires des déportations, avant que le transport ultérieur dans des camps en Sibérie, après la victoire prévue sur l'Armée Rouge, ne fût pas possible.

Les administrations allemandes des ghettos protestèrent contre l'arrivée annoncée de Juifs d'Allemagne et réagirent par des massacres de la population juive locale pour 'faire de la place'. C'est ainsi que le Gauleiter Greiser à la tête du Warthe-Gau obtint de Himmler l'autorisation d'assassiner 100 000 Juifs du ghetto de Łódź inaptes au travail, assassinat qui débuta le 8 décembre 1941 à Chelmno au moyen de chambres à gaz montées sur camions. Les fusillades en masse des Juifs lettons du ghetto de Riga commencèrent dès novembre 1941 à l'arrivée du premier convoi de déportés venant d'Allemagne.

Une prochaine étape de l'escalade du plan criminel de l'extermination de tous les Juifs européens, née de l'esprit du racisme et de l'antisémitisme, fut achevée mi-décembre 1941 : dans le contexte de sa déclaration de guerre aux USA, Hitler présenta oralement à son entourage des idées, des souhaits et des ordres nouveaux, bien plus radicaux en ce qui concernait la «solution finale»:

l'extension de la déportation, initialement ordonné pour les seuls Juifs du Reich allemand, à l'ensemble des Juifs européens sous contrôle allemand. Pour le cas d'une deuxième guerre mondiale, qui alors ne devint réalité qu'en décembre 1941, Hitler, à plusieurs reprises depuis 1939, brandit dans des discours publics l'anéantissement de la population juive d'Europe.

Désormais, il se trouvait sous la contrainte autoproclamée de transformer en réalité ces prophéties dramatiquement mises en scène. En même temps, la guerre-éclair contre l'URSS ayant définitivement échoué en décembre 1941, l'Armée Rouge commença à stabiliser le front et connut ses premiers succès. Aveuglé par des concepts racistes (règne des «sous-hommes judéobolchéviques »), le commandement militaire allemand s'était lancé dans une campagne qui désormais promettait d'être longue, sur un front démesuré et dans d'immenses territoires, ce à quoi l'armée n'était pas préparée. La décision de faire payer une «juiverie» mondiale phantasmagorique pour cette situation, dont il était lui-même responsable, s'accorde parfaitement au caractère lamentable d'Hitler et à sa haine fanatique des Juifs.

Initialement, l'invitation de Heydrich prévoyait la date du 9 décembre 1941 pour la Conférence au lac de Wannsee, ayant pour but la discussion des problèmes apparus lors de la déportation des Juifs allemands. L'extension

imprévue de l'ordre de déportation à tous les Juifs d'Europe de la part de Hitler créa une situation nouvelle, de façon que Heydrich annula à court terme la conférence initiale. Finalement, le nouveau rendez-vous n'eut lieu que six semaines plus tard.

Les quinze participants de la «conférence de Wannsee» discutèrent de la collaboration de leurs administrations respectives en vue de la déportation imminente de tous les Juifs d'Europe dans les territoires conquis à l'Europe de l'Est. Les fonctionnaires furent informés du détail des méthodes d'extermination expérimentées par le passé et firent des propositions dans l'intérêt de leurs services. Aucun des participants ne fit état des scrupules de principe qu'il aurait pu éprouver devant cette préparation d'un crime d'État d'une dimension jusqu'à présent impensable. La direction des démarches sous la responsabilité de Heydrich fût acceptée.

Avec la « réunion des secrétaires d'Etat » – Staatssekretärs-Besprechung – le 20 janvier 1942, Heydrich chercha à montrer sa puissance nouvellement acquise et à l'imposer, et envisagea un engagement de coopération de la part des représentants civils de la Conférence. Une motivation secrète de Heydrich pour cette Conférence, qui ne décida de rien, mais informa, consistait peut-être – Adolf Eichmann, lui-même participant à la Conférence, y insista plus tard à plusieurs reprises lors de son procès à Jérusalem – en le désir de Heydrich de coincer les secrétaires d'Etat sur leur complicité dans le génocide. Toutefois, Heydrich ne réussit pas son coup de main destiné à élargir le cercle des personnes à déporter au départ du Reich pendant la conférence – bien au-delà de la définition du «juif» depuis les lois de Nuremberg de septembre 1935.

Heydrich voulait inclure dans les déportations les «demi juifs» – Halbjuden – et les époux juifs de partenaires d'«ariens» après un divorce forcé. Le Dr Stuckart, participant à la Conférence, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur et auteur des lois de Nuremberg, put défendre sa position contre cette tentative. C'est sur la définition de «juif» selon Stuckart que furent fondés les ordres d'Eichmann concernant les préparatifs des déportations au départ d'Allemagne entamés immédiatement après la conférence de Wannsee. Ces égards pour des relatifs « ariens » ne s'appliquaient qu'au territoire du Reich, ne pas aux territoires occupés.

Immédiatement après la Conférence commencèrent également les préparatifs pour une déportation des personnes juifs au départ des territoires occupés en Europe de l'Ouest – telles que la France, la Belgique et les Pays-Bas. La Conférence de Wannsee marque alors le tournant, des meurtres en masse qui se produisaient déjà dans les territoires occupés de l'URSS, vers le génocide systématique intenté contre tous les juifs d'Europe.

La conférence de Wannsee, pour cela, ne représente ni le moment ni le lieu de la décision d'assassiner tous les Juifs – cette décision tomba, plus tôt et oralement par Hitler, au sein du proche cercle de sa clique de leaders politiques – mais il s'agissait d'une conférence d'organisation, une fois la décision prise au plus haut niveau. Du fait de cette conférence, la totalité de l'appareil d'État allemand devint, au niveau du savoir comme au niveau des actions, le complice du génocide des Juifs, dont environ six millions de personnes devaient être les victimes.

Le protocole de la conférence de Wannsee dépasse en importance le grand nombre des documents de la part des bourreaux concernant leurs propres crimes parvenus jusqu'à nous: il prouve en effet que dès janvier 1942 et à un niveau élevé de la hiérarchie, il était établi que pas un Juif d'Europe ne devait à terme survivre à la déportation et aux travaux forcés, les «plus résistants» devant «être traités de façon appropriée» pour empêcher définitivement, contrairement à des phases antérieures de la persécution des Juifs, «un renouveau juif» (protocole p. 8).

En 1992 – à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la Conférence – le lieu de mémoire et d'apprentissage historique Maison de la Conférence de Wannsee – Gedenk- und Bildungsstätte Haus der Wannsee-Konferenz – a été ouvert.

Le lieu est financé à moitié du Bund allemand et du Land de Berlin. Actuellement, plus de 100 000 personnes par an fréquentent la villa. Bien plus de la moitié des visiteurs viennent de l'étranger. Plus de 60% sont accompagné dans le cadre du travail pédagogique dans des séminaires, des visites guidées et du travail encadré en petit groups. Le travail pédagogique est reconnu sur le plan international, comme le montre la grande demande des séminaires de formation de médiateurs et professionnels en provenance de nombreux pays. La bibliothèque publique collecte la littérature scientifique correspondante.

L'exposition permanente, basée sur des photographies et des documents, informe sur les bourreaux, les victimes et les spectateurs ; sur la montée de la NSDAP et de Hitler, sur les étapes du processus de la persécution des Juifs depuis 1933, sur la radicalisation vers le meurtre en masse dans la guerre, sur la Conférence de Wannsee et ses participants, comme sur la déportation et l'extermination après la Conférence de Wannsee.